

L'affaire Rukara risque de gâcher la visite princière belge au Burundi

@rib News, 09/06/2012 - Source BelgaLe Parquet de Bruxelles a ouvert, à quelques semaines de la visite d'une importante délégation belge à Bujumbura, une enquête pour blanchiment contre le mandataire de la République du Burundi, Mohamed Rukara, député proche du président Pierre Nkurunziza, a rapporté jeudi le journal De Tijd. Le Parquet a reçu le dossier de la Cellule de traitement des informations financières (CTIF ou cellule anti-blanchiment), qui a été informé par une banque. Cette banque souhaitait indiquer que M. Rukara avait placé une forte somme sur un compte bancaire belge. La justice recherche l'origine de ces fonds.

L'an dernier, un dirigeant du parti présidentiel burundais, le Conseil national pour la Défense de la Démocratie - Forces de Défense de la Démocratie (CNDD-FDD) -, Manassé Nzobonimpa, avait accusé le président du parti, M. Rukara et deux ministres d'avoir détourné 13 millions de dollars versés par l'Ouganda au Burundi en 2007 pour apurer une dette. Cet argent n'aurait jamais abouti dans les caisses de l'Etat burundais. Dans les milieux judiciaires cités par le journal financier, on note que la diplomatie belge n'a guère apprécié l'audition de M. Rukara par la police judiciaire fédérale le 25 avril dernier, alors que le mandataire burundais était en visite en Belgique - il avait notamment été reçu par la présidente du Sénat, Sabine de Bethune. Le prince Philippe et la princesse Mathilde, ainsi que les ministres des Affaires étrangères et de la Coopération au développement, Didier Reynders et Paul Magnette, doivent représenter la Belgique début juillet aux commémorations du 50^{ème} anniversaire de l'indépendance du Burundi.